6 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Nantes, notamment sur l'unité de la majorité, les problèmes économiques et sociaux des pays de la Loire, l'écologie, mercredi 6 mai 1981.

Mes chères amies, mes chers amis, les Nantaises et les Nantais, et en même temps les habitants des pays de Loire qui sont venus à cette réunion, de la Loire-Atlantique, de la Vendée, - j'aperçois également des élus de la Sarthe, il doit y avoir des habitants de la Mayenne, - vous toutes et vous tous.

- En arrivant dans cette salle, je me souviens du 1er mai 1974, - c'était un beau jour £ la salle n'était pas aussi lumineuse que celle-ci, peut-être n'était-elle pas garnie d'une assistance déjà aussi nombreuse, mais il y avait eu la chaleur et l'amitié de votre accueil et, sept ans plus tard, je m'en souviens encore. Nous étions partis d'ailleurs les mains chargées de muguet, et tout à l'heure, en arrivant, comme nous sommes un peu plus tard dans le mois de mai, j'ai eu peur que les Nantaises et les Nantais ne m'offrent plus le brin de muguet porte-bonheur et j'ai été rassuré en recevant tout à l'heure ces deux bouquets dont chaque brin, et même dont chaque petite clochette de muguet est certainement la promesse d'un vote pour dimanche ! Vous avez dû voir certains des emblèmes, certains des insignes qu'on utilise dans ma campagne. J'ai dit, au début, en commençant cette campagne, que je souhaitais représenter quelque chose qui est très rare en France, qui est l'alliance du coeur et de la raison, parce que, souvent en France, il y a le coeur d'un côté, il y a la raison de l'autre £ j'ai voulu essayer de les mettre ensemble et c'est pourquoi j'ai mis sur les petits emblèmes de ma campagne, un coeur qui ressemble au coeur de la Vendée.\

Il n'est pas très facile, paraît-il, de réunir dans de grands rassemblements les Nantaises et les Nantais, vous êtes venus pour un face-à-face qui est, ce soir, plus simple, plus direct, plus cordial, plus chaleureux que tout autre. Vous avez vu que je tenais à donner à cette campagne que je considère - ce n'est pas le candidat qui parle, je parle de ceux qui y participent - un peu comme un modèle, un certain style, parce que la démocratie en France progresse à chaque campagne. J'en suis maintenant, vous le savez sans doute, à ma dernière campagne... je me souviens des campagnes d'autrefois, quand je commençais dans la vie publique £ c'étaient des campagnes tumultueuses, désordonnées, on échangeait des invectives parfois même on ne pouvait pas prendre la parole, et puis au-cours de cette campagne, j'ai vu se développer la réflexion, l'attention, le jugement des Françaises et des Français, et j'ai vu que cette campagne aura fait progresser la démocratie en France. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles je fais cette campagne du deuxième tour. J'aurais pu rester à Paris, me contenter de faire quelques émissions de télévision, où l'on rassemble beaucoup de monde, et j'ai tenu, au contraire, à faire une campagne directe, démocratique, en venant sur-place rencontrer, ches elles et chez eux, les Françaises et les Français, là où ils vivent, là ou ils travaillent, parfois là où ils ont de la difficulté à vivre et à travailler. Et voyez ce que sont mes journées : ce matin, le Conseil des ministres, avec d'ailleurs beaucoup de questions importantes à traiter £ puis, ensuite, après déjeuner, un enregistrement de télévision, qui passait ce soir £ puis, ensuite deux réunions : une dans le Poitou-Charentes, une dans les pays de la Loire, parce que j'entends que cette campagne, pour moi soit une campagne complète, dans laquelle je donne tout, je veux dire tous les arguments, toutes les possibilités d'explication, toutes les possibilités de rencontres.\

toutes les possibilités d'explication, toutes les possibilités de rencontres.
Ce soir, à Nantes, cette réunion est en quelque sorte un hommage à l'unité de la majorité. La Loire-Atlantique, et les Pays de la Loire ont d'ailleurs depuis longtemps donné une sorte d'exemple dans notre pays qui, malheureusement, a tendance, trop tendance à se diviser et qui, d'ailleurs, a toujours rencontré les malheurs de son histoire du fait de sa division. Votre région, et je l'ai observé au-cours des dernières années, a toujours donné de bons exemples d'unité de la majorité, et je suis heureux, venant entre les deux tours, ce que j'avais choisi de faire, de trouver autour de moi, sur cette tribune, et autour de moi dans cette salle, celles et ceux qui représentent cette unité de la majorité, et je mets bien entendu au premier rang Olivier Guichard, qui a oeuvré avec beaucoup de courage et de dignité pour que la majorité reste unie, comme d'ailleurs j'avais appelé au gouvernement, avant sa disparition précoce, Joel Le Theule, qui avait représenté à sa manière, dans le département de la Sarthe, l'unité de la majorité. Messieurs les parlementaires, mesdames, mesdemoiselles, messieurs, les Nantaises et les Nantais, tant que la majorité sera unie, elle gagnera ! et tant que la majorité gagnera elle étendra son influence sur la France, son influence, bien entendu, non pas à son profit personnel, mais au profit de la France elle-même.\
J'ai été frappé, en regardant les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, de voir que la majorité s'était étendue, qu'elle avait gagné des voix dans des départements où sa position était traditionnellement difficile. Vous avez certainement noté que j'étais en tête de tous les candidats dans la plupart des grandes régions industrielles de la France, que j'étais en tête, par exemple, dans le département du Nord, dont on connaît l'orientation politique, que j'avais progressé dans les Bouches-du-Rhône et à Marseille, dont on connaît aussi l'orientation politique, et qu'ainsi la majorité n'est pas du tout une majorité organisée pour se défendre, c'est une majorité organisée pour progresser, pour représenter plus largement les aspirations des Françaises et des Français de toutes conditions et de toutes activités professionnelles.
- Ce que nous gagnons, nous ne devons pas le perdre par notre division, et c'est pourquoi je suis heureux de tous les gestes d'unité : la réunion tout à l'heure de l'ensemble des parlementaires de Poitou-Charentes, la réunion ici des parlementaires des Pays de la Loire que je connais bien, l'appel lancé tout à l'heure par M. Jacques Chirac, l'ensemble des gestes qui expriment et qui manifestent la volonté d'union de la majorité.\
Cette union `de la majorité`, comment allons-nous pouvoir la développer, parce que je souhaite qu'elle n'apparaisse pas seulement comme une attitude électorale, je souhaite qu'elle exprime une volonté de politique et de conduite des affaires de la France ?
- Dans le débat de la campagne présidentielle, beaucoup de Français ont voulu faire entendre leur voix, et j'avais d'ailleurs indiqué, au début de cette campagne, vous vous en souvenez, que je souhaitais que cette campagne soit utile, parce que c'est une des occasions au-cours desquelles les Français peuvent exprimer un certain nombre de préoccupations, peuvent les manifester, et il faut ensuite tenter de leur répondre.
- Alors, comment allons-nous faire, si je suis élu dimanche, et maintenant que j'ai le muguet de Nantes, je n'en doute pas, que ferai-je pour manifester l'unité de la majorité ?
- D'abord, comme je l'ai dit, je procéderai à de larges consultations. Je crois qu'il est bon d'entendre tous ceux qui ont joué un rôle dans cette campagne pour savoir ce qu'ils ont entendu, ce qu'ils ont proposé, ce qui leur paraît important.\
Ensuite, je procéderai, comme le veut la Constitution, non pas à la dissolution `Assemblée nationale` - parce que j'estime que trois mois de campagne électorale, pour la France cela suffit et j'estime aussi qu'il n'y a pas lieu de désavouer le vote parfaitement libre des électrices et des électeurs qui ont désigné, en 1978, l'actuelle majorité - cette majorité a été choisie, désignée, élue par le corps électoral et je compte donc, bien entendu, continuer de travailler avec elle - mais à ce qui correspond à la décision normale d'un Président de la République, c'est-à-dire à la désignation d'un Premier ministre, puis à la composition du gouvernement, et je demanderai à ce gouvernement - je l'indique à Olivier Guichard, je ne sais pas si l'expression le surprendra, le choquera - de réunir ce que j'appelle les Etats généraux de la majorité. Cette majorité, dans les années 1976 à 1980, a eu trop peu d'occasions de se rencontrer et de travailler ensemble. Elle le faisait sans doute sur-le-plan local, elle doit le faire sur-le-plan national et je souhaite que

l'ensemble des parlementaires, qu'ils soient RPR, qu'ils soient UDF, qu'ils appartiennent aux députés non inscrits, aux sénateurs non inscrits, se réunissent et passent ensemble les heures nécessaires pour faire apparaître les préoccupations essentielles qui sont les leurs et pour définir les grands axes de l'action législative qui devra être conduite pendant les deux années à venir de la législature. Ainsi, nous pourrons tirer ensemble des enseignements de tout ce qui a été dit et proposé, et au lieu de les tirer individuellement, nous les tirerons ... plutôt vous les tirerez, car le Président de la République ne peut pas participer à de telles délibérations, vous les tirerez pour les traduire dans l'action, car je crois qu'une majorité, c'est un mouvement, c'est un mouvement de la France, c'est un mouvement du peuple français et, de même que nous avons pu accomplir ensemble des choses pendant sept ans, il faut entreprendre de nouvelles actions pour la France. Lesquelles ?\
D'abord, il faut que la France soit plus unie et pour que la France soit plus unie, il faut d'abord que la majorité soit plus unie. Lorsque j'ai été élu Président de la République, je me suis posé un certain nombre de questions... j'étais, vous le savez, le plus jeune Président de la République française, à 48 ans, je me rendais bien compte que mon élection était due à des circonstances largement imprévisibles, le décès soudain de mon prédécessedeur, le respecté Président Pompidou et je me trouvais à 48 ans ... un âge qui est véritablement la jeunesse ... l'âge de la jeunesse... de cette jeunesse qui n'a pas 48 ans, qui a bien moins ... et à laquelle je m'adresserai tout à l'heure, parce que c'est la grande force et la grande chance de la France et je n'aurais pas pu conduire cette campagne électorale si je n'avais pas eu le soutien de la jeunesse qui, depuis le départ, m'a aidé, m'a encouragé, notamment dans la phase initiale des nombreuses critiques que j'ai subies, c'était le soutien spontané de ceux qui sont la chance, la force, l'avenir de la France, je veux dire les jeunes Français.\
Quand j'ai été élu, je me suis retrouvé à l'Elysée, le soir, et je me suis posé la question de savoir ce que je voudrais essayer de faire. Au moment où on fait des campagnes `campagne électorale` on fait des promesses détaillées, on s'adresse à des catégories, on cherche à leur plaire, on cherche à les flatter, et on dit : "Voilà, vous me demandez ceci, j'essaierai de le faire". Mais quand on se trouve seul, le soir, dans une maison déserte et froide qu'est un palais présidentiel, et qu'on se dit : "Je vais y rester sept ans", je me suis posé la question de savoir ce que je voulais y faire, et je m'étais donné deux objectifs fondamentaux.
- Le premier, c'était d'éviter toute secousse à la France. J'avais vu, au-cours des années précédentes, la France traverser de nombreuses secousses. J'avais vu les événements de 1957 - 1958, fin de la IVème République £ j'avais vu les événements de mai 1968, le désordre dans la rue, le drapeau noir sur les universités, et je me suis dit : "Nous entrons dans une période de crise, de crise mondiale, je voudrais éviter toute secousse à la France". Et dans les décisions que j'ai prises sur-le-plan politique, sur-le-plan social, sur-le-plan économique, il y avait cette volonté d'éviter toute secousse à la France. Nous sommes en 1981, nous avons traversé 7 années de crise mondiale et la France n'a connu aucune secousse politique et aucune confusion sociale grave. C'était mon premier objectif.
- Naturellement, comme cela a eu lieu, cela paraît facile, mais ce n'était pas évident. Croyez-vous que conduire un pays dont l'opposition, de 1974 à 1978, c'est-à-dire pendant 4 ans, était unie autour des objectifs du Programme commun et était, à certains moments, sans doute, majoritaire en France, croyez-vous que conduire un pays, ce qui était la tâche du Président de la République, dans ces conditions, était facile ? Et quand on cite le nombre de demandeurs d'emploi qui s'est en effet développé dans notre pays, comme dans les autres pays d'Europe - moins chez nous, à l'heure actuelle, que chez d'autres - croyez-vous qu'il était facile de faire en sorte que nous gardions la paix sociale en France ?
- Donc, j'ai le sentiment - personne ne l'a dit pour moi mais je le dis pour moi - d'avoir répondu aux exigences de ma conscience en faisant que la France traverse ces sept années sans secousse sociale et sans crise politique.\
J'avais un autre autre objectif qui reste pour moi fondamental et vers lequel j'ai pu moins progresser, c'était l'objectif de l'unité des Français. Vous savez très bien que c'est la plaie de

notre histoire nationale. J'ai réussi, dans une certaine mesure, à transformer ce que j'appellerai la guerre civile en guerre de religion. Les Français ne se battent plus, ils se disputent. Il reste à objenir qu'ils se disputent moins, et ce sera mon objectif.
- Une anecdote à cet égard : mon concurrent `François Mitterrand`, dans la campagne présidentielle, a édité un journal électoral, c'est d'ailleurs traditionnel, et il a mis des photos dans ce journal électoral. Une de ces photos le représente dans une conversation cordiale avec le Pape Jean Paul II. Il y a une indication : "Rencontre avec le Pape Jean Paul II". Cette photo, je l'ai regardée. On voit les deux personnages sur fond noir, c'est-à-dire qu'il reste les deux silhouettes quand on a enlevé le fond, derrière. Pourquoi a-t-on enlevé le fond, derrière ? C'est parce que cela se passait à l'Elysée, la rencontre avait lieu à mon invitation. Alors, peut-être eut-il été plus exact, du point de vue de l'image, de dire : "Rencontre avec le Pape Jean Paul II, à l'invitation du Président de la République à l'Elysée". Et c'est ainsi que j'ai quelque peu fait progresser l'unité.\
Si l'on veut avoir l'unité de la France, il faut d'abord être capable d'avoir l'unité de la majorité. Ce n'est vraiment pas difficile, car sur l'essentiel, les institutions de la Vème République, pour lesquelles nous avons tous voté et combattu, l'indépendance de notre politique extérieure que j'ai maintenue pendant sept ans (on ne m'en parle plus, la défense de la France que nous avons portée ensemble au rang de troisième puissance militaire dans le monde, pour un pays de 53700000 habitants, sur tout ce qui est essentiel, toute la majorité est d'accord. Sur les principes de l'organisation économique et sociale, elle est d'accord avec des préférences, bien entendu, avec des tempéraments différents, sur l'essentiel.
- Cette unité doit apparaître au second tour de l'élection présidentielle, comme vous l'ont dit le président du conseil général et le président du conseil régional, et mon devoir, que j'ai d'ailleurs manifesté dès la fin du premier tour, dès le lendemain, c'est de créer les conditions de l'unité et pour cela, de tenir compte des aspirations exprimées au-cours de la campagne, quelle que soit la tendance qui s'était exprimée.
- J'ai dit et je répète devant vous, et notamment à messieurs les parlementaires qui y sont sensibles, qu'il n'y a pas pour moi les bien aimés et les mal aimés de la majorité. C'est une expression que je n'ai jamais utilisée. C'est une attitude que je n'ai jamais ressentie. Il y a la même attitude vis-à-vis de tous ceux qui auront assuré le succès de la France. Je regarderai le soir du 10 mai les résultats de la France, je n'irai pas rechercher quelques semaines en arrière qui a dit quoi, qui a fait quoi, ce qui est important pour moi, c'est le succès de la France et tous ceux qui y auront contribué seront traités de la même manière, cordiale, franche et chaleureuse.\
Tout à l'heure, j'étais dans le Poitou-Charentes, j'avais choisi Barbezieux, parce qu'il y avait là le souvenir d'un homme d'Etat disparu, de tradition radicale, c'était Félix Gaillard, qui, certainement, dans la situation actuelle eut été à nos côtés, et comme j'étais chez lui, je disais que, là aussi, la famille radicale libérale ne pouvait pas s'associer à l'instauration de la socialisation de la société française et donc ceux qui gardent cet esprit de liberté dans le centre gauche doivent apporter leurs suffrages, apporter leur -concours à ceux qui défendent les conceptions de liberté politique et économique de la France.
- Et, bien entendu, mon appel, ici, à Nantes, comme d'ailleurs l'autre jour dans le Maine-et-Loire, s'adresse aussi à la famille gaulliste, l'un des grands courants permanents de la politique française. La famille gaulliste a toujours servi la France dans la guerre, comme dans la paix. Vous savez que par respect de ce que j'estime être la discrétion de la fonction, je n'ai jamais rien écrit, je n'ai jamais rien raconté des nombreux entretiens que j'ai eus avec le général de Gaulle lorsque j'étais son ministre et lorsqu'il me parlait de l'avenir de la France, lorsqu'il me parlait du rôle que j'aurais peut-être à jouer un jour dans l'avenir de la France, mais le moment venu, plus tard, bien entendu, tout ceci je le raconterai et j'ai toujours considéré la famille gaulliste comme un des courants permanents, fondamentaux de la politique française, et j'ai besoin de son -concours, pas seulement pour gagner l'élection, mais surtout pour assurer le maintien des institutions de la Vème République.
- Vous avez vu depuis quelques semaines les vieux démons de la France qui venaient frapper à la porte, ces vieux démons qui s'appellent la division, le désordre politique... On est est, en effet, à imaginer des situations dans lesquelles on dissoudra un jour, dans lesquelles on ne sait pas la

imaginer des situations dans lesquelles on dissoudra un jour, dans lesquelles on ne sait pas la majorité qu'on attendra le lendemain, dans lesquelles on ne sait pas si le gouvernement se présentera même devant la représentation nationale, situations dans lesquelles on dira que c'est plus tard que l'on apercevra les lignes fondamentales de la politique de la France... Tout ceci ce sont les vieux démons, ces démons que le général de Gaulle a chassés de la vie politique nationale et que j'ai maintenus hors de notre politique nationale pendant sept ans.
- J'ai besoin du -concours de la famille gaulliste pour maintenir les institutions de la Vème République et c'est ainsi que dans le choix que vous avez à faire dimanche, il est clair que je suis le seul à pouvoir rassembler les familles politiques qui constituent en France ce que j'appelle l'arc-en-ciel de la liberté.\
L'action à venir dans le septennat nouveau... Olivier Guichard, je n'ai pas dit nouveau septennat, jai dit septennat nouveau pour la raison suivante que vous avez changé et que j'ai changé, qu'il ne s'agit pas pour moi de prolonger ou de faire survivre une époque qui a été ce qu'elle a été et dont bien entendu je prends et j'accepte pour toujours la totalité des responsabilités que j'ai exercées... il ne s'agit pas de la faire survivre, il s'agit à-partir d'elle, d'en ouvrir une autre. Ce septennat nouveau devra être celui de la libération des forces productives de la France. Ces forces ont été trop longtemps bridées et contenues.
- Les raisons, d'ailleurs, en viennent de très loin, je crois que leurs véritables origines, si on les recherchait, ce sont les pratiques administratives nées de l'occupation, de la période de la rareté, de la répartition, de la direction bureaucratique de l'économie française. Vous savez très bien qu'en France, quand on organise une structure administrative, elle subsiste à jamais. Il faut donc désormais libérer ces forces productives.
- Le dynamisme de notre pays est fondé sur la capacité individuelle des Françaises et des Français et la France est, en dehors du Japon, la nation la plus dynamique du monde occidental. A entendre les discours dont vous avez été abondamment saturés, au-cours de la campagne, on pourrait croire que la France est le pays le plus fatigué du monde occidental, le pays le moins capable, le pays le moins entreprenant. Regardez toutes les réalisations, je n'en reprendrai pas la liste, et d'ailleurs certaines d'entre elles se construisent ou se développent très près de chez vous, la France est le pays, en dehors du Japon, le plus dynamique du monde occidental, la France est une grande puissance industrielle et scientifique £ la France est une grande puissance agricole qui s'est portée, au-cours des sept dernières années, au deuxième rang de l'exportation dans le monde. Pendant ces sept années que nous avons vécues ensemble, loin de décliner, elle a monté des degrés dans l'échelle des nations et je veux qu'elle en monte encore d'autres.\
(...) Programme de l'opposition, et je vous en rappelle quelques traits essentiels, parce que dans cette campagne, où l'on dit tant de choses, finalement peu de messages parviennent à la conscience individuelle £ je voudrais que vous connaissiez le Projet socialiste, qui est un document imprimé, vendu en livre de poche, parfaitement accessible et qui sera, bien entendu, le minimum du programme commun socialiste et communiste, puisque je vous rappelle le calendrier :
- On dissout à la fin mai l'Assemblée nationale - au revoir, messieurs ! ... On vous dissout d'ailleurs sans même vous réunir, ce qui est sans précédent dans l'histoire de la Vème République - et ensuite, on veut organiser des élections dans les trois semaines. Vous voyez la rapidité avec laquelle la négociation devra être conduite entre les candidats socialistes et les candidats communistes. Et ils seront condamnés à aboutir, car s'ils n'aboutissent pas, le Président de la République, qui aura renvoyé les députés, verra revenir devant lui les mêmes, qui lui diront : "Etant donné que vous nous avez chassés pour notre politique, nous revenons faire la même" ! Quelle sera alorrs l'autorité de ce Président de la République, à l'intérieur et à l'extérieur ? Il n'en aura aucune ! Ce qui veut dire qu'il est condamné à s'entendre avec ses partenaires communistes. Or, s'entendre, cela veut dire quoi ? Cela veut dire faire la moitié du chemin et il y aura donc une négociation pour savoir où le programme se situe entre le programme socialiste et le programme communiste. Je n'ai jamais vu, dans une négociation, quelqu'un qui négocie durement - comme le parti communiste le ferait sans doute - accepter un programme qui serait inférieur au programme socialiste tel que ce parti l'a lui-même présenté. Je

vous en rappelle quelques extraits.\
Le Projet socialiste crée ce qu'on appelle la section politique d'entreprise. Jamais, dans notre vie nationale, les partis politiques n'ont été représentés en tant que tels dans les entreprises, jamais, et d'ailleurs les syndicats réformistes, comme par exemple Force ouvrière, ont toujours été hostiles à l'entrée des partis politiques en tant que tels dans les entreprises. Eh bien, ceci est proposé dans le projet socialiste !
- Deuxième exemple : il donne un pouvoir de veto au comité d'entreprise sur l'organisation du travail, sur tout licenciement et sur toute embauche, ce que jamais, bien entendu, on n'avait accepté dans le droit syndical français, et on propose d'étendre ces dispositions aux entreprises employant moins de dix personnes. Dans la campagne du premier tour, vous qui avez soutenu d'autres candidats de la majorité, vous avez pris des orientations en disant : "Il faut au contraire relever ces seuils". Eh bien, ce qu'on propose dans le Projet socialiste, ce n'est pas de les relever, c'est au contraire de les ramener progressivement à zéro ! Quelles sont alors les entreprises qui embaucheront des jeunes, dans ces conditions ?
- Je voudrais qu'il puisse y avoir une sorte de gigantesque conversation en France, que chacun aille voir son voisin, lorsque son voisin est employeur d'une ou de plusieurs personnes, et lui dise : "On va augmenter le SMIC de 33 % à-partir du mois de juin, on va annoncer que l'on réduit la durée du travail de 40 heures à 35 heures avec le salaire de 40, et on va vous créer des obligations et des contraintes supplémentaires à l'intérieur de l'entreprise... qui allez-vous recruter ?" Et tout le monde vous dira : personne ! Il n'y a pas un chef d'entreprise, petit, moyen, ou grand, qui ouvrira son embauche dans de telles conditions, et on verra arriver 200000 jeunes par mois, à partir du mois de juillet, d'août et de septembre, qui se présenteront devant des entreprises dont les portes de l'embauche seront fermées !\
Alors qu'au contraire, nous devons adopter une toute autre attitude. Nous devons libérer l'économie française. Nous avons commencé à le faire, il faut continuer notre action. La suppression du contrôle des prix est un acquis définitif pour moi, parce que c'était une survivance anachronique de l'après-guerre. Je me souviens très bien d'une conversation que j'ai eue avec le chancelier Schmidt, social-démocrate. Il m'a dit un jour : "Mais enfin, c'est extraordinaire ! Vous maintenez le contrôle des prix en France" ? J'ai dit : "Nous le maintenons, nous l'avons depuis trente ans"... Il m'a dit : "Mais, comment faites-vous ? Quelle est cette idée extraordinaire " ? Je lui ai dit : "En effet, nous avons cette pratique, dont nous allons maintenant sortir". Il m'a dit : "Pour moi, il y a une raison très simple. Il est impossible pour une administration, quelle qu'elle soit - impossible - de fixer le prix individuel auquel une entreprise doit vendre un produit. C'est totalement impossible. Puisque c'est impossible, pourquoi le faites-vous en France ?" Et nous avons cessé de le faire. Mais je vous rappelle que dans le programme de l'opposition `projet socialiste`, il y a le rétablissement du contrôle administratif des prix.\
Donc, il faut aller en sens contraire. A des Français instruits et actifs, à de jeunes Français qui vont avoir un niveau d'éducation et de formation professionnelle de plus en plus élevé, nous ne devons pas imposer des tutelles et des contrôles, nous devons, au contraire, rendre l'initiative et la confiance. Le nouveau gouvernement demandera à l'Assemblée nationale de se saisir du projet de réforme de la taxe professionnelle - taxe à laquelle je ne suis pas, personnellement attaché... je ne l'avais pas proposée comme ministre des finances - et pourra proposer son remplacement par une ressource équivalente pour les collectivités locales, en souhaitant que les travaux de la Commission compétente de l'Assemblée puissent dégager une telle solution. Enfin, nous devrons modérer progressivement le prélèvement total qui pèse sur notre activité économique et que la crise a alourdi.
- Si nous faisons tout cela, nous amorcerons en France un puissant mouvement de modernisation et c'est ce mouvement qui offrira précisément les emplois auxquels la jeunesse française aspire, emplois que je fixe à un million, que nous devons avoir la capacité de créer entre 1981 et 1985.\
Une France plus active, mais aussi une France plus juste.
- Je n'ai pas participé, au-cours de cette campagne, à l'exaltation des revendications catégorielles, j'ai, au contraire, essayé de rappeler que la France devait être un pays de justice £

il y a d'ailleurs, dans votre région, des traditions à cet égard. Malgré la crise, nous avons amélioré le sort des personnes âgées. Nous devons continuer à le faire. Nous avons amélioré celui des handicapés. Nous devons continuer à le faire. Nous avons amélioré celui des familles, et je vous rends attentifs à cette situation : pendant les sept ans qui ont précédé mon septennat, et qui étaient des années d'abondance, de grande abondance, qu'on appelait "la société de consommation", le pouvoir d'achat des familles n'a pas progressé, et pendant les sept années de crise que j'ai eu à gérer, le pouvoir d'achat des familles a progressé, sans doute insuffisamment, mais de manière positive. La place et le rôle des femmes doivent continuer à être reconnus et développés en France. Nous avons une immense réserve de capacité et de talent dans les femmes françaises. J'ai fait appel à elles, vous le savez, au gouvernement - l'une de celles, d'ailleurs, que j'avais nommées, préside à l'heure actuelle l'Assemblée parlementaire européenne `Simone Veil` - et je souhaite que nous voyions monter, dans la société française, la capacité, la générosité, le réalisme des femmes françaises, je souhaite que sur cette estrade, autour de mes futurs successeurs qui viendront plaider la cause de la majorité, on aperçoive un plus grand nombre de femmes. Je veux dire par là qu'il faudra offrir des fonctions nouvelles, et pas nécessairement les substituer à ceux qui exercent les fonctions existantes £ je ne veux pas créer un tel sentiment.\
Le sort des travailleurs manuels. Longtemps tenu à l'écart dans la société française, dont on ne parlait pas, ou dont un seul parti politique parlait en France, ce sort des travailleurs manuel a été, vous le savez, considéré et amélioré. Le SMIC a progressé plus vite que la moyenne des salaires, et la moyenne des salaires a progressé plus vite que la moyenne des rémunérations. Nous nous sommes rapprochés d'une situation plus juste. Nous devons continuer à le faire, parce que si nous voulons que les jeunes Françaises et les jeunes Français trouvent des emplois dans un pays où nous employons encore, à l'heure actuelle, un million et demi de travailleurs immigrés, il faut progressivement reconquérir des emplois pour les jeunes Français, et il y a des métiers entiers qui peuvent être assurés par les jeunes Français si nous en améliorons les conditions d'activité et de rémunération. Je prends, par exemple, l'industrie du bâtiment. Dans l'Ouest de la France, chez vous, en Bretagne, elle n'emploie pratiquement, je crois, que des travailleurs nationaux, mais si vous prenez d'autres régions françaises - région Parisienne, région Lyonnaise, Midi de la France - elle emploie très peu de travailleurs nationaux. Eh bien, nous devons faire en sorte que, progressivement, les jeunes Françaises et les jeunes Français reconquièrent de tels emplois.
- Nous continuerons à améliorer la situation des plus faibles et des plus démunis. Nous devons avoir l'idée, l'objectif d'éliminer de la société française les derniers îlots de pauvreté qui y subsistent et qui ne sont pas dignes de nous. Il existe encore, dans la France rurale, des îlots de pauvreté, il existe, dans la France urbaine, dans la banlieue des grandes villes, des situations qu'on appelle "le quart-monde", qu'une société évoluée ne peut pas accepter en son sein. C'est pourquoi, si nous voulons avoir une société plus libre et plus active, nous devons avoir aussi une société plus fraternelle. La France doit être une société accessible et douce pour les plus faibles.\
Je vais maintenant vous parler un peu longuement de deux sujets... Tout à l'heure, monsieur de Cossé-Brissac, vous me disiez : il est difficile de rassembler à Nantes de grands auditoires, je ne sais pas si, lorsqu'ils viennent, ils souhaitent qu'on leur parle longtemps ou brièvement... J'ai toujours pensé que la politesse, pour un orateur, était au contraire de s'adresser longuement à son auditoire, parce que vous n'êtes pas venus pour entendre déclamer quelques slogans, au demeurant bien usés, vous êtes venus pour entendre, je pense, un certain nombre de réflexions qui enrichiront votre propre pensée, et je voudrais vous parler de deux sujets avant d'en venir à ma conclusion. Un de ces sujets, c'est l'écologie, et l'autre sujet, ce seront les problèmes économiques et sociaux des Pays de la Loire.
- D'abord, l'écologie. J'ai annoncé que c'est à Nantes que j'en parlerai. Vous savez que depuis le début du septennat, j'ai accentué l'effort qui avait été entrepris déjà du temps de mon prédécesseur, le président Pompidou, en faveur de la qualité de la vie. Les Français n'en ont pas toujours conscience, ils ne savent pas que nous avons, dans ce domaine, obtenu des résultats importants.
- Jusqu'aux années 70, le progrès économique - ce qu'on appelait le progrès - tuait lentement la

- Jusqu'aux années 70, le progrès économique - ce qu'on appelait le progrès - tuait lentement la nature, et aujourd'hui le progrès commence à sauver la nature.
- Il y avait d'ailleurs un symbole... En arrivant, tout à l'heure, on m'a servi une sorte de petit dîner, pensant à la fois que j'avais besoin de reprendre des forces et, d'autre part, qu'il ne serait pas normal de venir à Nantes sans goûter quelques-unes de vos spécialités £ il y avait donc un saumon de la Loire... Or, vous savez parfaitement que le saumon avait disparu de nos rivières et que le saumon est en-train de les remonter.
- A l'heure actuelle, la superficie des espaces naturels protégés en France, qui était de zéro il y a quinze ans, dépasse celle de toutes les zones construites. Le Conservatoire du littoral, que je suis venu installer pas loin de chez vous, à Vannes, dans le Morbihan, a acquis des terrains, depuis son installation, qui représentent aujourd'hui une longueur de côtes équivalant à toute la côte vendéenne, qui sera donc désormais protégée. La forêt française ne diminue plus et, en sept ans, nous avons planté l'équivalent de la forêt landaise qui est, comme vous le savez, la plus grande forêt d'Europe.\
La pollution de l'air et celle de l'eau diminue régulièrement de 5 % par an et, désormais, la région parisienne est une des agglomérations urbaines qui a l'air le plus pur des grandes agglomérations du monde. Celles et ceux d'entre vous qui prennent l'avion savent que, lorsqu'on arrive au-dessus de Londres, lorqu'on arrive au-dessus de New-York, ou de Los Angeles, on voit de loin une espèce de champignon de fumée, et tout à coup on entre dedans, et c'est la pollution de la ville !... Nous avons réussi à avoir, au-dessus de nos grandes villes, un air qui est très peu pollué. Il y a quelques années, on avait fait faire des concours dans les écoles maternelles et on s'était aperçu que les premiers dessins d'enfants, c'étaient de grands ensembles d'HLM, alors qu'à l'heure actuelle ils dessinent à nouveau des maisons, leur maison, avec un arbre et un grand soleil jaune, car les 2/3 des logements qui auront été construits pendant mon septennat sont des maisons individuelles répondant à l'aspiration profonde des Françaises et des Français.\
Naturellement, nous n'avons pas encore réglé tous les problèmes, et je vais vous dire ce que nous avons à faire, mais nous avons introduit une dimension nouvelle, une logique : la logique de la vie, le respect de ce qui est vivant. C'est ce que j'appelle la croissance à la française. Je ne crois pas que nous ayons toujours à aller chercher des exemples à l'extérieur. Je crois qu'il y a, dans nos origines, dans notre sensibilité, dans nos traditions, de quoi nourrir largement nos propres conceptions et, pour le septennat nouveau, je propose un programme écologique en quatre points. On peut utiliser les quatre points cardinaux :
- le Nord, achever de supprimer les grandes nuisances.
- L'est, qui est le côté du soleil levant, sauver la vie naturelle et animale partout où elle est menacée.
- Le Sud, qui est l'endroit d'où vient la température la plus brûlante, mettre l'écologie au service de l'emploi.
- Et l'Ouest, d'où souffle le vent de l'inspiration, développer la vie associative pour que l'écologie devienne l'affaire de tous. Vous voyez, moi aussi, j'ai ma rose, et ce n'est pas une rose qui a des épines, c'est la rose des vents ! Alors, faisons le tour de la rose des vents.
- D'abord, le Nord : poursuivre les efforts de réduction des pollutions et des grandes nuisances. Nous devons faire mieux dans deux domaines :
- le premier, c'est l'assainissement des eaux, des grands fleuves et des agglomérations, pour lequel nous sommes encore en retard £
- l'autre progrès nécessaire portera sur la lutte contre le bruit le long des grandes infrastructures de transport. C'est pourquoi je proposerai, si je suis élu, de supprimer en cinq ans les principaux "points noirs" du bruit : environs des boulevards périphériques et des grands aéroports, et certains centres de ville moyennes, comme Dijon, Moulins, ou Bourg-en-Bresse. Il n'y a pas là de ville de l'Ouest, on pourra, monsieur le président, si c'est nécessaire, en ajouter à la liste.\
Deuxième orientation : sauver la vie partout à ! elle est menacée, la vie des hommes, la vie de la nature.
- La vie des hommes. Le prochain gouvernement devra établir un programme de prévention contre tous les grands fléaux sociaux vis-à-vis desquels notre pays est, à l'heure actuelle,

insuffisamment protégé : les accidents de la route et du travail, la drogue, le cancer, et nous devrons, dans tous ces domaines, présenter les objectifs chiffrés.
- Je proposerai un nouveau gain, par exemple, de 3000 vies chaque année, comme objectif pour le prochain septennat, 3000 morts de moins sur les routes de France, par élimination des "points noirs" ou des lieux où les accidents sont les plus fréquents.
- Nous augmenterons d'un tiers, en francs constants, les crédits consacrés à la recherche médicale. La France a la capacité d'avoir la meilleure recherche médicale du monde, je ne le dis pas à la légère. Je me suis entretenu avec les responsables successifs de notre recherche médicale pour voir quel était notre niveau de progrès. Nos médecins, nos chercheurs, nos universitaires ont un niveau tel que nous devons nous placer au premier rang, à égalité avec les Etats-Unis d'Amérique, dans toutes les grandes rubriques de la recherche médicale. La vie de la nature, la vie des plantes et des animaux depuis un siècle, dans le monde entier, le nombre des espèces animales et végétales ne cesse de décroître et nous devrions faire en sorte qu'au contraire la natalité des espèces, car il y a une natalité dans les espèces végétales, dépasse à nouveau leur mortalité. Je proposerai la création d'un conservatoire national des espèces sauvages dès 1982 et la création d'une fondation internationale qui attribuera, chaque année, ce que nous appellerons l'équivalent d'un Prix Nobel de la Vie.\
Troisième orientation : mettre l'écologie au service de l'emploi. Et je prendrai l'exemple de l'énergie. On a voulu vous faire croire que notre politique était le tout nucléaire. La politique du gouvernement n'a jamais été et ne sera jamais le tout nucléaire, ce serait d'ailleurs absurde. J'ai créé le Commissariat à l'énergie solaire, j'ai lancé un programme de production de carburant non pétrolier, à-partir de la biomasse, qui, à l'heure actuelle, n'a pas d'équivalent en Europe et qui devrait offrir sans doute certains débouchés à notre agriculture.
- Et je voudrais proposer deux objectifs supplémentaires pour 1990 : obtenir par les énergies renouvelables, c'est-à-dire le soleil, l'eau, le vent et la biomasse, autant d'énergie que n'en produisent, à l'heure actuelle, nos centrales nucléaires et en même temps, économiser autant d'énergie que n'en produira le programme nucléaire. Ceux d'entre vous qui ont suivi le débat d'hier soir ù`face à face télévisé`, ont vu que mon interlocuteur proposait d'arrêter notre programme nucléaire au point où nous l'avons conduit et disait : pour le reste, nous remplacerons l'effort par des économies d'énergie. Mais attention ! Si on veut développer l'activité économique en France, si on veut accroître la production, nous ne pouvons pas réduire sans limite la consommation d'énergie en France. Les Françaises et les Français ont fait déjà de très grands efforts d'économie d'énergie et il faut les poursuivre dans la limite qui n'est pas contradictoire avec les besoins du développement de notre production nationale. Il y a naturellement une façon d'économiser l'énergie qui est de ralentir l'activité économique de notre pays. Or, les calculs que nous avons faits - et les Français savent très bien que nous avons déjà fait beaucoup d'économies d'énergie - montrent que la France ne peut pas se passer, dans les années à venir, d'un surplus de production d'énergie. Elle ne le peut pas si elle veut continuer son progrès économique et social. C'est pourquoi nous proposerons d'économiser autant d'énergie que n'en procurera le programme nucléaire, mais nous devrons poursuivre notre développement de l'énergie nationale française pour avoir à nous, notre électricité nationale, indépendante de tous les désordres du monde et assurant la sécurité de la production et de la vie quotidienne, en France.\
Je vous rappelle - parce que, dans le débat esquissé hier soir, nous n'avions pas le moyen d'aller aussi loin que je l'aurais souhaité et je suis très frappé de voir qu'on ne vous dit pas les raisons essentielles des décisions - que nous avons, à l'heure actuelle, un peu plus de 90 jours de stock de pétrole, un peu plus de 90 jours. Si, donc, il y avait un drame politique dans le monde, la consommation de pétrole en France s'arrêterait au bout de trois mois. Et comme elle est utilisée notamment pour la fabrication d'électricité, nous arrêterions progressivement nos centrales électriques, au bout de trois mois, trois mois et demi. Les dispositions que nous avons prises - et c'est là que le Président de la République intervient - sont telles qu'à-partir des stocks que nous avons constitués et que nous continuons à constituer, s'il y avait un drame dans le monde interrompant nos approvisionnements énergétiques, nous continuerions à produire notre

électricité pendant 5 ans, à-partir des seules ressources accumulées sur le sol national. Imaginez la sécurité que cela représente pour nous, et comme cela nous met à l'abri des mauvais coups qu'on peut nous faire et qu'on nous a faits d'ailleurs dans le passé. Par contre, il faut des garanties, notamment des garanties concernant les sites, et c'est pourquoi nous avons abouti à la conclusion qu'un projet de site de centrale nucléaire sera abandonné en cas d'avis défavorable exprimé par toutes les Assemblées locales concernées. S'il y a divergence, le gouvernement gardera son pouvoir d'appréciation, s'il y a convergence de tous les avis, le gouvernement ne passera pas outre. Deuxième garantie, sur un problème qui est très complexe et qui est celui de passer à la phase industrielle de ce qu'on appelle surgénérateur : un débat sera instauré devant le Parlement de façon à rendre publics tous les aspects du problème. Ce débat devrait avoir lieu en 1982 avant que nous décidions de passer à la phase industrielle.\
Enfin, il faut introduire dans notre politique du cadre-de-vie une attitude nouvelle pour la France, qui est de ne pas créer une administration supplémentaire et de ne pas créer des contraintes qui seraient gérées à nouveau par des structures administratives.
- C'est pourquoi je pense qu'il faut augmenter le pouvoir des élus locaux dans ce domaine, des communes et des départements, et également encourager la forme associative pour la gestion d'un certain nombre d'activités, de protection de la nature. Il faut le faire d'ailleurs d'une manière - je connais la pensée d'Olivier Guichard sur ce sujet - qui évite l'affrontement entre les collectivités locales et les associations, il y a donc un certain nombre de précautions à prendre, mais il y a des tâches qui peuvent être mieux assumées par des associations que par des administrations et je suis favorable au développement de la vie associative en France. C'est pourquoi, dans le prochain gouvernement, siègera un secrétaire d'Etat chargé de la vie associative.
- Enfin, les associations de protection de la nature seront représentées en tant que telles au Conseil économique et social, en-raison de l'importance de la préoccupation qu'elles expriment dans la vie nationale. De même, je pense qu'il est souhaitable qu'elles aient un représentant au Conseil d'administration des grands aménageurs publics, c'est-à-dire Electricité de France, Gaz de France, Sociétés d'autoroutes, Sociétés d'aménagement, pour que les dirigeants aient toujours à prendre en considération ou à se préoccuper de cet aspect qualitatif des choses. Vous savez qu'en France, on réclame toujours le changement, et que néanmoins, lorsqu'on propose - comme je le fais - des idées nouvelles, on suscite, ici ou là, telle ou telle inquiétude. Je crois que nous devons aller de l'avant dans le domaine de la qualité de la vie, que nous devons accepter l'accroissement de la responsabilité des citoyens et que nous devons écouter plus largement cette aspiration à la protection de la vie naturelle de notre pays.\
Et maintenant, les Pays de la Loire. Comme la Bretagne, les Pays de la Loire ont été placés par le général de Gaulle et par son délégué général à l'aménagement du territoire, au premier rang des régions prioritaires et, comme la Bretagne, pendant mon septennat, je les ai maintenus au premier rang.
- Quelques chiffres. Au-cours des dix dernières années, 165000 emplois salariés ont été créés dans votre région. Les chantiers navals retrouvent, vous le savez, des carnets de commandes plus satisfaisants. Depuis deux ans, la Basse-Loire bénéficie du régime d'aides financières à l'investissement le plus favorable. En deux ans, 13000 emplois industriels ont été créés dans votre région, dont plus de 5000 dans la Loire-Atlantique.
- Votre région, renommée pour ses industries traditionnelles - et je ne veux pas entrer dans le détail de tout, mais je vous indique que, ce matin, au Conseil des ministres, on s'est préoccupé à nouveau de l'action conduite pour le maintien de notre industrie textile, puissante dans l'Ouest, et vous avez observé que les décisions qui ont été prises, à mon initiative, commencent à faire sentir un certain nombre de leurs effets car, à l'heure actuelle, les importations diminuent en France et la France reconquiert une partie de de son marché intérieur en-matière textile £ nous devons continuer à le faire - renommée pour ses industries traditionnelles votre région s'est également dotée d'industries de pointe : l'électronique, l'aéronautique, l'automobile.
- Je vous annonce ce soir que l'aide de l'Etat va permettre la création prochaine, à Nantes, par un grand groupe français, d'un centre de recherches et d'une usine de production de composants

un grand groupe français, d'un centre de recherches et d'une usine de production de composants électroniques. Le centre de recherches représentera 100 chercheurs, l'usine 500 emplois.
- Dans le même temps, de grands travaux d'infrastructure ont été menés à bien : ports de Nantes et de Saint-Nazaire, liaison autoroutière de Nantes et Angers, et je n'oublie pas l'intérêt que les Nantais attachent à la grande liaison interrégionale Nantes - Rennes. Ce sera, si vous le souhaitez, une des réalisations du prochain septennat.\
J'ai rappelé tout à l'heure quelles seraient les conséquences pour les entreprises d'un choix alternatif et je voudrais maintenant vous dire un mot de l'agriculture et du logement dans votre région.
- Le candidat de l'opposition `François Mitterrand` n'a pas pu contester, hier soir, que dès les premières semaines l'application de son programme relancerait l'inflation et la hausse des prix. Il a eu cette remarque, disant : "En effet, je reconnais que votre déficit est faible... il y a donc une marge pour l'augmenter" ! Mais vous savez très bien ce qui se passe quand le déficit augmente et les calculs que j'ai faits montrent qu'il serait porté à un ordre de grandeur de 100 milliards de francs à-partir de 1982, ce que nous n'avons pas le pouvoir de financer sans création monétaire. Donc, l'inflation s'accélèrerait.
- Or, les agriculteurs de l'Ouest doivent savoir ce que cela signifierait pour eux. Cela signifierait, dès l'été prochain, le rétablissement des funestes montants compensatoires. A tout mouvement de baisse du franc `monnaie` s'ajoutera automatiquement le rétablissement des montants compensatoires monétaires. C'est une règle du Marché commun agricole. Et ainsi, nous aurons réussi, au mois d'avril, le démantèlement de ces montants compensatoires, et la politique imprudente de l'opposition conduirait, à-partir de l'été, à leur rétablissement !
- Cela entraînerait ensuite, pour les agriculteurs, une importante perte de revenu. En effet, vous savez très bien que les prix ont été fixés pour toute la campagne. Ils ont été fixés à un niveau qui permettra le maintien du revenu agricole, si nous maintenons, si nous contrôlons l'augmentation des coûts de production en agriculture, car l'augmentation des prix est de 12,2 %, notre rythme de hausse des prix à l'heure actuelle est de 12,5 %, il diminue environ d'un point tous les trois mois et, donc, normalement, l'évolution des coûts doit être inférieure, cette année, pour la première fois depuis longtemps, à l'évolution des prix agricoles. Bien entendu, si la tendance s'inverse, comme les prix agricoles sont fixés pour toute l'année, il y aura une perte de revenu de nos agriculteurs.
- Donc, la politique que nous proposons, c'est la maîtrise des coûts de production. Cette maîtrise suppose que l'on continue à ralentir le taux d'inflation en France. Et bien entendu nous continuerons - et le ministre de l'agriculture, qui est un de vos voisins, y attache une importance particulière - à veiller à ce que l'élevage reçoive un niveau de prix correspondant à sa juste rémunération.\
Troisième exemple : le logement. Mon concurrent `François Mitterrand`, l'autre jour, s'est exprimé à la télévision sur le logement et il y a deux mots qu'il n'a pas cités. Hier soir, il y a un mot qu'il n'a pas cité - c'était tout à fait extraordinaire ! - qui était le nom de son principal partenaire... Vous avez noté - je ne le dis pas pour provoquer des mouvements dans la salle - qu'en une heure quarante-cinq de débat, le nom de Georges Marchais n'a pas été cité ! Eh bien, dans l'intervention sur le logement, il y a deux mots qui n'ont pas été cités : le mot de "maison" et le mot de "propriété".
- Pour moi, c'est tout le contraire. Les deux mots que je voudrais citer pour la politique du logement sont le mot de "maison", parce que je souhaite que les Françaises et les Français soient chez eux, dans leur maison, comme ils le souhaitent, et le mot de "propriété" parce que je souhaite que chaque foyer français se sente un peu propriétaire de la France, qu'il n'ait pas l'impression qu'il est posé, en transit, sur le sol national, qu'il en possède un petit morceau à lui, et d'ailleurs ceci tient à nos origines rurales, nous sommes un peuple qui vient de sa terre et, donc, même lorsque nous vivons dans les agglomérations, nous gardons le sens de la terre. C'est pourquoi je souhaite que les Français restent propriétaires de la France. Donc, mon concurrent revient huit ans en arrière, c'est-à-dire à la période des grands ensembles inhumains, alors que je n'oublie pas que c'est Olivier Guichard, ministre de l'équipement de Georges Pompidou, qui, le

premier, a interdit ou freiné la construction des grands ensembles. Je proposerai une nouvelle aide à tous les jeunes ménages, une aide à la première propriété, car je crois que nous devons avoir un dispositif qui permette, au début de la vie, quand on n'a pas encore accumulé d'épargne ou de ressources, de pouvoir acquérir, pour la première fois, son premier logement, et je souhaite que ce dispositif puisse être mis en-place au-cours des toutes prochaines années, pour que les jeunes foyers qui se fondent en France puissent avoir, dans les années immédiatement suivantes, la possibilité d'acquérir précisément leur premier foyer bien à eux.\
Quatrième et dernier exemple : les libertés. C'est très bien, de parler des libertés en termes généreux et vagues... Les libertés politiques, je les ai maintenues en France. On peut dire ce que l'ont veut, on peut écrire ce que l'on veut, chacun a pu constater au-cours de la campagne présidentielle et auparavant que l'on était très libre de s'exprimer en France, et qu'on était parfois libre d'aller même au-delà de ce qu'il est décent d'exprimer. Donc, du côté de la liberté, je vous en prie... pas de conseils, pas de reproches !
- Mais il y a aussi les libertés et il faut bien voir que, de même que vous l'avez senti pour la bureaucratie administrative, et que cette perception était juste, il y a d'autres libertés qui peuvent se contracter en France et que nous avons le devoir de maintenir. J'en citerai deux :
- Les libertés des professions libérales. J'ai reçu les représentants des professions libérales et d'ailleurs leurs organisations, vous le savez, ont pris position en faveur de ma candidature. Mais je me suis rendu compte qu'il y avait, pour elles, certaines difficultés de survie dans le monde moderne. Or, que propose-t-on du côté de l'opposition ? Vous savez qu'on propose la disparition progressive de la médecine libérale. On la propose en deux temps...
- - Premier temps : la suppression du paiement à l'acte, c'est-à-dire du rapport direct entre le médecin et le malade.
- - Et deuxième temps : la généralisation de ce que l'on appelle les centres de soins, qui substitueront une médecine administrative à la médecine libérale.
- Eh bien, pour beaucoup d'entre vous, comme pour moi, l'attachement à la médecine libérale, c'est une de nos libertés ! C'est vrai d'ailleurs pour beaucoup d'autres professions et je crois que nous devons revenir sur une certaine emprise de l'administration sur les activités de telle ou telle profession libérale, en-matière de construction, en-matière d'urbanisme, en-matière de conseil ou d'expertise.\
Il en va de même de la liberté de l'enseignement. Sur-ce-point, la démarche est enveloppante, mais elle est aussi étouffante puisqu'il est proposé d'englober peu à peu - je cite les termes - les écoles privées dans un service national unifié de l'enseignement. On voit ce que cela signifie pour les enseignants et pour les parents. Ce serait la fin d'une liberté vieille comme la République et que nous avons toujours préservée en France : la liberté de choisir son école pour son enfant. Nous continuerons notre effort pour permettre à cette liberté de pouvoir s'exercer dans des conditions justes et égales. Bien entendu, nous devons doter notre grand service public de l'enseignement des moyens nécessaires, bien entendu nous devons continuer à développer notre enseignement universitaire, en perfectionnant même son élan, en développant ses moyens de recherche, mais nous devons le faire dans un esprit de liberté. C'est ainsi que je conçois l'organisation de la France.\
Nous voulons enfin, et ce sera ma conclusion, vivre dans un pays qui soit à la fois fort, paisible, et qui apparaisse comme porteur d'avenir. Je souhaiterais que lorsque s'achèvera cette campagne présidentielle, que je vais terminer dans deux jours - c'est une de mes dernières réunions - cette campagne qui a commencé les yeux tournés vers le passé - on se disputait sur le passé, on critiquait le passé - les yeux des Françaises et des Français aient fait un demi-tour complet et qu'ils regardent l'avenir, pour savoir s'il y a un avenir de paix et de progrès pour la France, comme je le crois.
- Nous voulons une société forte et paisible. Nous avons souffert, depuis bientôt quinze ans, des secousses et des déchirements de la société française. Nous n'avons pas envie de vivre dans une société de violence et de haine. Nous voudrions pouvoir assurer notre sécurité, non pas par le développement illimité des moyens de protection, mais par le caractère paisible et pacifique de la

société française. Je souhaite que, dans toutes les villes et les villages de France, chacun puisse prendre, le soir, le chemin de sa maison sans craindre personne, que l'on puisse emprunter les grands moyens de transport sans avoir, tôt le matin ou tard dans la nuit, un sentiment d'inquiétude, que l'on puisse partir en vacances sans barricader son appartement et sa maison, comme si, obligatoirement, ils devaient être dépouillés dans les mois suivants. Or, cette société forte et paisible, la France est capable de la connaître. Nous sommes probablement de tous les pays du monde, un de ceux qui peuvent le mieux la connaître.

- Lorsque je suis allé voter, pour le premier tour de l'élection présidentielle, j'habite au bout d'un village auvergnat et je vote à la mairie, bien entendu, qui est à l'autre bout, nous avons voté, Anne-Aymone et moi et nous sommes repartis pour regagner notre demeure £ nous sommes partis, bien entendu, comme on le fait en France, seuls. Je suis arrivé devant la porte, il y avait un photographe américain, et il m'a dit : "Mais, que faites-vous là ?" J'ai dit : "Eh bien, je rentre..." Il m'a dit : "Vous savez, pour nous, voir un Président circuler à pied, seul, dans une rue, sans service de sécurité, sans hommes cachés derrière les arbres ou sur le toit des maisons, c'est quelque chose de totalement inconcevable ! Je n'arrive pas à le croire " Eh bien, je souhaite que mon sort, ce matin-là, soit celui de tous les Français, que nous vivions dans une société forte et paisible.\

Mais alors, pas de désordre politique, pas d'aventure économique et sociale, pas de querelles inutiles entre les Français, car nous sommes maintenant en paix depuis trente-cinq ans, ce qui est très long dans notre histoire, et nous avons des chances pour nous.

- La première, ce sont les institutions politiques dont le général de Gaulle a doté la France et qui nous assurent précisément la stabilité et la sécurité. Je vous demande de ne pas remettre en-cause, par votre vote de dimanche, la solidité de ces institutions politiques. C'est ce que la France a de meilleur à l'heure actuelle, c'est son grand avantage sur tous les autres. C'est d'ailleurs ce qui vous rassemble sur cette tribune, cette certitude qui est aussi la mienne, et je demande à messieurs les parlementaires de répondre à la question suivante : est-ce qu'aujourd'hui, mai 1981, je rends à la France des institutions de la Vème République différentes de celles que j'ai trouvées, ou est-ce que je rends à la France ses institutions exactement dans l'-état intact où le peuple français me les a confiées ? Si je suis élu à nouveau, je les garderai à nouveau intactes pour sept ans.\

La deuxième chance, c'est que le travail des Françaises et des Français nous permet de préparer l'avènement de cette société forte et paisible. La France a beaucoup travaillé depuis vingt-cinq ans, beaucoup travaillé depuis dix ans, beaucoup travaillé depuis cinq ans, et elle s'est dotée des moyens qui lui permettent de faire face à tous les dangers ou à toutes les compétitions dans le monde.

- Alors, la question qui se pose, au moment de cette élection présidentielle, c'est de savoir si, tout à coup, nous allons lâcher prise. C'est d'ailleurs une question émouvante. Elle n'est pas émouvante pour moi, elle est émouvante pour vous, parce qu'on a vu souvent, dans notre histoire, la France être au bord de quelques chose, et puis tout à coup faire un geste d'abandon, ou un geste d'indifférence. A l'heure actuelle, la France est probablement, de tous les pays occidentaux, celui qui peut apparaître comme le plus solide. Le ministre des affaires étrangères, qui assistait lundi et mardi au Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord `OTAN`, m'a dit que tout le monde était conscient de l'importance de l'enjeu, pour toute l'Europe, des élections en France, et que chacun se disait : si la France devient faible, ce sera aussi une faiblesse pour nous. Ce qui fait que nous avons à portée de la main la solidité et la continuité de la France. Allons-nous lâcher prise ? Allons-nous, pour des raisons individuelles, particulières, pour des ressentiments que je comprends, pour un sentiment porté sur l'imperfection de mon action, que j'accepte, allons-nous lâcher prise ?

- Eh bien, je pense que les Françaises et les Français, les plus jeunes d'abord, qui ne veulent pas lâcher prise parce qu'ils veulent une France qui soit un grand pays moderne, et puis toutes celles et tous ceux qui, comme vous, depuis des années, ont soutenu l'action de la Vème République, ont imposé en quelque sorte à un monde politique qui n'en voulait pas la solidité et la stabilité de la France, je suis sûr que dimanche, dans l'urne, votre main ne lâchera pas prise. C'est pourquoi

la France, je suis sûr que dimanche, dans l'urne, votre main ne lâchera pas prise. C'est pourquoi je vous dis : à dimanche, pour Nantes, pour les Pays de la Loire, et pour que vive la France !\